

Mairie de **CHINON**

**Autorisation d'installation d'un
Echafaudage**

Quai Jeanne d'Arc

N° 2025 – 941

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2025 en date du 25 Mars 2025,

Vu, la validation de la déclaration préalable du service urbanisme en date du 23 mars 2025,

Vu, par dérogation à l'arrêté municipal n°2020-231 en date du 3 août 2020 instituant la rue Rabelais en voie piétonne

Vu, la demande en date du 13 novembre 2025 présentée par **L'entreprise SA Pinon – 3 rue Eugène Freyssinet – 37500 CHINON**,

Considérant, que des travaux de ravalement de façade, **82 Quai Jeanne d'Arc 37500 Chinon**, nécessitent l'installation d'un échafaudage et un aménagement du stationnement.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de ravalement de façade, l'entreprise **SA Pinon** est autorisée à installer un **échafaudage de 47 ml** sur le domaine public, **82 quai Jeanne D'Arc 37500 Chinon** (7 ml au Nord – 17,5 ml au Sud et 14,5 ml + 8 ml de dispositif de chantier à l'Ouest) :

- **Du 27 Novembre 2025 à 08 h 00 au 19 Décembre 2025 à 18 h 00**

Article 2 : Pour le même motif visé à l'article 1, le stationnement du véhicule de chantier sera autorisé au droit de l'échafaudage.

Article 3 : Au droit des travaux les piétons seront redirigés sur le trottoir d'en face.

Article 4 : L'entreprise chargée des travaux devra s'assurer à tout moment que l'installation de cet échafaudage ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons et cyclistes.

Article 5 : En fonction de la particularité de l'implantation de l'échafaudage, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation et de barrières ainsi que d'éclairage de la structure.

Article 6 : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

Article 7 : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R.417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 8 : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

Article 9 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'occupation du domaine public de **306,50€** (0,95 € le mètre linéaire par jour -1,20 le mètre linéaire par semaine / 5,80€ le stationnement par jour et 28.95€ le stationnement par semaine)

Article 10 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux.

Article 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de gendarmerie de Chinon et Azay le Rideau, Monsieur le Responsable du service de Police Municipale Intercommunale, L'entreprise chargée des travaux, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL.

Certifié exécutoire par :
Publication faite le **25 NOV. 2025**
Fait à Chinon, le **17 NOV. 2025**
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT



Fait à Chinon, le **17 NOV. 2025**
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT